



**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

Date de convocation 19 juillet 2017	L'an deux mille dix-sept et le vingt-huit juillet, à huit heures
Date d'affichage 08 AOUT 2017	Le conseil municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la mairie en séance publique sous la présidence de Monsieur le maire, Ronald TUMAHAI.
Date de séance 28 juillet 2017	Etaient présents :

Nombre de conseillers	
En exercice	35
Présents	25
Procurations	7
Votants	32
Pour	32
Contre	0
Abstention	0

OBJET :

Relatif aux indemnités de départ anticipé à la retraite de six agents municipaux suite aux jugements rendus par la Cour Administrative d'Appel de Paris

**ACTE RENDU
EXECUTOIRE**

Le Maire certifie sous sa responsabilité que le présent acte

A été déposé
à la Subdivision
Administrative

le **04 AOUT 2017**

et a été publié, affiché ou notifié

07 AOUT 2017

pour le Maire absent,
Le 1^{er} Adjoint,



**R. TUMAHAI
Simplicio LISSANT**

Le Maire certifie que le compte-rendu de cette délibération a été affiché à la porte de la mairie dans les délais légaux.

Nom – Prénom	Présent	Absent	Procuration
TUMAHAI Ronald	X		
LISSANT Simplicio		X	Aitu POMMIER
POMMIER Aitu	X		
DUBOIS Tatiana	X		
TATARATA Marc	X		
MANEA LYAU Tania	X		
CHING Yves		X	Ismaël HAPAITAHAA
PUCHON Cathy	X		
HAPAITAHAA Ismaël	X		
TEISSIER Hinano	X		
TEURU Marie-Rose		X	Tania MANEA-LYAU
JURD Marguerite	X		
VERNAUDON Christian	X		
TEATIU Imelda	X		
VAN BASTOLAER Gustave		X	Andre TEAHU
MAITI Mareta	X		
TEAHU André	X		
MARA Astride		X	
RUA Antoine	X		
TAHUTINI Edmée	X		
PERE Paul	X		
ATAE Layana	X		
BAMBRIDGE RICHERD Bellinda		X	Tatiana DUBOIS
DOOM Georges		X	Irwin FAATAU
FAATAU Irwin	X		
SANQUER Juliana	X		
CHING Jean-Pierre	X		
PATII Terava	X		
ARO Dylma		X	Monette HARUA
LEBOUCHER Michel	X		
HARUA Monette	X		
HOWELL Patrick	X		
TERIITERAAHAUMEA Patricia	X		
TETUANUI Willy		X	
HOPU Aimata		X	

Formant la majorité des membres en exercice.

- **VU** la loi n° 71/1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française ;
- **VU** le décret n° 72/407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;
- **VU** la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, modifiée par la loi organique n°2007-223 du 21 février 2007 puis par la loi organique 2007-1719 du 07 décembre 2007 ;
- **VU** l'ordonnance n°2007-1434 du 05 octobre 2007 rendant applicable les dispositions du Code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;
- **VU** le jugement n°16PA00731 du 20 juin 2017 de la cour administrative d'appel de Paris en faveur de Monsieur Aberahama BROTHERS ;
- **VU** le jugement n°16PA02143 du 06 juin 2017 de la cour administrative d'appel de Paris en faveur de Monsieur Laury TEREMATE ;
- **VU** le jugement n°16PA02144 du 06 juin 2017 de la cour administrative d'appel de Paris en faveur de Madame Mélanie TUAIVA-IOTEFA ;
- **VU** le jugement n°16PA02145 du 06 juin 2017 de la cour administrative d'appel de Paris en faveur de Monsieur Aristide TERIIPARAU ;
- **VU** le jugement n°16PA02146 du 06 juin 2017 de la cour administrative d'appel de Paris en faveur de Monsieur Hippolyte PEA ;
- **VU** le jugement n°16PA02147 du 06 juin 2017 de la cour administrative d'appel de Paris en faveur de Madame Roberta PEA veuve de M. TIHONI ;
- Après avoir délibéré, le Conseil municipal ;
- En sa séance du 28 juillet 2017 ;

ADOpte

Article 1 – Les indemnités de départ anticipé à la retraite et les frais irrépétibles sont :

AGENT	INDEMNITE DE DEPART ANTICIPE A LA RETRAITE	FRAIS IRREPETIBLES
Hippolyte PEA	10 417 500	1 500 euros
Roberta PEA	5 305 172	1 500 euros
Laury TEREMATE	8 061 606	1 500 euros
Mélanie TUAIVA-IOTEFA	6 800 000	1 500 euros
Aristide TERIIPARAU	7 057 813	1 500 euros
Aberahama BROTHERS	6 652 500	1 500 euros
TOTAL	44 294 591 F CFP	1 080 000 F CFP

Article 2 – Les dépenses seront imputées au Budget Principal – Section de Fonctionnement – Chapitre 67 – Nature 6718.

Article 3 – La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de la Polynésie française dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

Article 4 – Le Maire et le receveur municipal sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente délibération.

*Fait et délibéré le 28 juillet 2017,
Extrait certifié conforme au registre des délibérations,*

Le Maire,



Ronald TUMAHAI